

Vers quelle résilience post-conflit en République Centrafricaine ? Quelques enseignements de huit diagnostics villageois et pastoraux

ARCHAMBAUD Lise, LALLAU Benoît

Clersé, Université de Lille
Mai 2017

Confrontée depuis une vingtaine d'années à des troubles politico-militaires et une insécurité croissante, la RCA a connu à partir de 2013 un niveau de violences sans précédent depuis l'Indépendance. Les zones rurales ont été particulièrement touchées, mises en coupe réglée par les différents groupes militaro-politiques présents sur des parties plus ou moins vastes du territoire : Séléka, ex-Séléka, Antibalaka, Lord Resistance Army, bandes armées de toutes natures. Les interventions française (Sangaris) et onusienne (Minusca) ont permis d'atténuer les violences, sans toutefois ramener la paix et la sécurité sur l'ensemble du territoire. On parle malgré tout au début de 2017 de la RCA comme d'un pays en situation de post-conflit, dont il faut recommencer à envisager le relèvement, puis le développement, notamment agricole. Ce soutien au « post-conflit » doit passer, selon nous, par une connaissance fine des impacts du conflit sur les populations rurales. Par ailleurs, la thématique de la résilience est très largement mobilisée par les bailleurs et opérateurs de l'appui en RCA, sans que l'on sache réellement l'évaluer. Ces deux constats, besoins d'études fines et nécessité de rendre plus opératoire la résilience, fonde un projet de recherche, « Construire la paix en RCA grâce au développement », principalement financé par l'AUF et mis en œuvre ne partenariat avec trois ONG internationales (ACF, ACTED et Triangle GH). Ce projet vise à initier un dispositif d'observatoires des crises et résiliences dans les espaces ruraux centrafricains, établis à l'échelle des villages ou des campements pastoraux. Cela pas par deux étapes initiales, celle d'un diagnostic villageois, et celle d'enquêtes ménages approfondis. Ce texte se fonde sur les résultats de la première étape, la seconde étant en cours. Une première section présente le cadre d'analyse de la résilience à l'échelle villageoise. La deuxième expose le cas d'un village proche de Bouar, Nounkowane. La troisième tire quelques enseignements transversaux des huit diagnostics déjà exploités. Il s'agit au final de mieux comprendre comment ces populations rurales ont fait face au contexte d'insécurité ces dernières années, et d'identifier des leviers possibles pour les actions d'appui.

1. Analyser la résilience à l'échelle des villages

1.1 Cadre conceptuel

Nous adoptons la démarche analytique suivante, à développer aux deux échelles du finage villageois et du ménage.

1. Comment fonctionne actuellement le système ? Nous proposons une caractérisation du système, au temps t.
2. Comment a-t-il fonctionné par le passé ? Nous devons comprendre la trajectoire historique du système.

3. Qu'est-ce qui explique ce fonctionnement aujourd'hui ? Il s'agit de mettre en évidence les implications de l'histoire et de l'environnement actuel sur l'état présent du système.
4. Comment ce fonctionnement a-t-il été affecté par les perturbations passées ? Nous entrons plus particulièrement dans une approche résilience.
5. Face à ces perturbations, comment le système a restauré, ou pas, ses fonctions essentielles ? Nous abordons ici la dimension rétrospective de la résilience : comment a-t-on « fait face » par le passé ?
6. Semble-t-il à même de pouvoir faire face à une prochaine perturbation ? Nous envisageons la dimension prospective de la résilience, ce qui peut s'avérer plus complexe à établir, mais qui est aussi essentiel si l'on veut pouvoir orienter une future action d'appui.
7. Et donc, peut-on, pour le système considéré, parler d'un processus de résilience ? Il s'agit alors de confronter l'évolution des fonctions du système aux chocs subis par le passé et aux menaces pesant sur son avenir.

La suite de cette section va expliciter cette démarche, présenter la façon dont elle est actuellement mise en œuvre à l'échelle des villages, mais aussi les difficultés qu'elle induit, les débats qu'elle suscite. Son point d'entrée est, en phase avec l'approche des systèmes socio-écologiques la définition des fonctions permettant de caractériser l'état du système villageois. C'est ici que le lien peut être fait avec les approches en termes de soutenabilité : d'une part avec les trois dimensions usuellement retenues de la soutenabilité, les dimensions environnementale, économique, et sociale ; d'autre part avec la perspective dynamique et systémique de ces approches.

Nous parlons en premier lieu de **fonction productive**. Un village est résilient sur le plan environnemental si les agroécosystèmes maintiennent ou retrouvent leurs potentialités productives en dépit des chocs. Il est important de se pencher sur cette question car une très large majorité de la population vit de l'agriculture, la chasse, la pêche, l'élevage, et donc de la mise en valeur des écosystèmes. Si donc cette fonction est affectée, il y aura une crise des moyens d'existence à l'échelle des ménages. En retour, c'est une fonction dont l'état dépend grandement des caractéristiques naturelles du milieu, mais dont l'évolution est aussi très largement, voire essentiellement, influencée par les dynamiques humaines.

Nous proposons en deuxième lieu une **fonction d'intégration**. Un village « fonctionne » économiquement si les modalités de son intégration avec le reste du territoire (infrastructures, services étatiques, appui extérieur) sont favorables à la subsistance des ménages, s'il parvient à éviter une *intégration défavorable*. Nous faisons ici référence à la notion d'*adverse incorporation*, issue du cadre des *livelihoods* (Hickey & du Toit, 2007, 4).

Enfin, nous avançons une **fonction de régulation**, renvoyant au contexte social et institutionnel local. En particulier, il est nécessaire de se pencher sur la question de la cohésion sociale. Cette question est d'une grande importance dans le contexte centrafricain, marqué par les ruptures entre agriculteurs et éleveurs, mais aussi par différentes discriminations ethniques et de nombreux conflits au sein même de communautés villageoises souvent postulées comme homogènes. L'autre élément majeur ici tient en la capacité des institutions locales à se maintenir ou à se rétablir suite à des perturbations. Nous devons donc nous intéresser à l'état des institutions

villageoises et à leur fonctionnement effectif, notamment aux questions de leadership et à l'influence des groupes armés sur le fonctionnement local.

Au travers des fonctions, de leurs interactions, et de leurs facteurs explicatifs (les différentes ressources villageoises), c'est la question de la complexité du système village et de son évolution qui est analysée. Ce qu'il est important de saisir, c'est comment les ressources sont mobilisées en fonction des opportunités accessibles à l'échelle du village, comment elles interagissent ou pas, comment elles peuvent, ou pas, permettre à la communauté villageoise de faire face aux risques et aux chocs. De même, il est essentiel de se pencher sur les dynamiques locales de l'action collective, et leur incidence sur la trajectoire du système villageois. L'observatoire doit donc se pencher, dans chaque site, sur les réalisations des collectifs et sur les processus locaux de structuration.

1.2 Méthodologie

En dépit des difficultés de travailler en zone post-conflit, déployer un dispositif d'observatoires s'avère être le meilleur compromis possible entre le besoin d'informations fiables, le peu de temps qu'il est possible de passer sur chaque terrain, et notre volonté de proposer une démarche dont pourrait s'emparer des acteurs non issus du monde la recherche. Notre système de production de données combine plusieurs outils, tant qualitatifs que quantitatifs, mobilisés en trois temps, selon la séquence suivante :

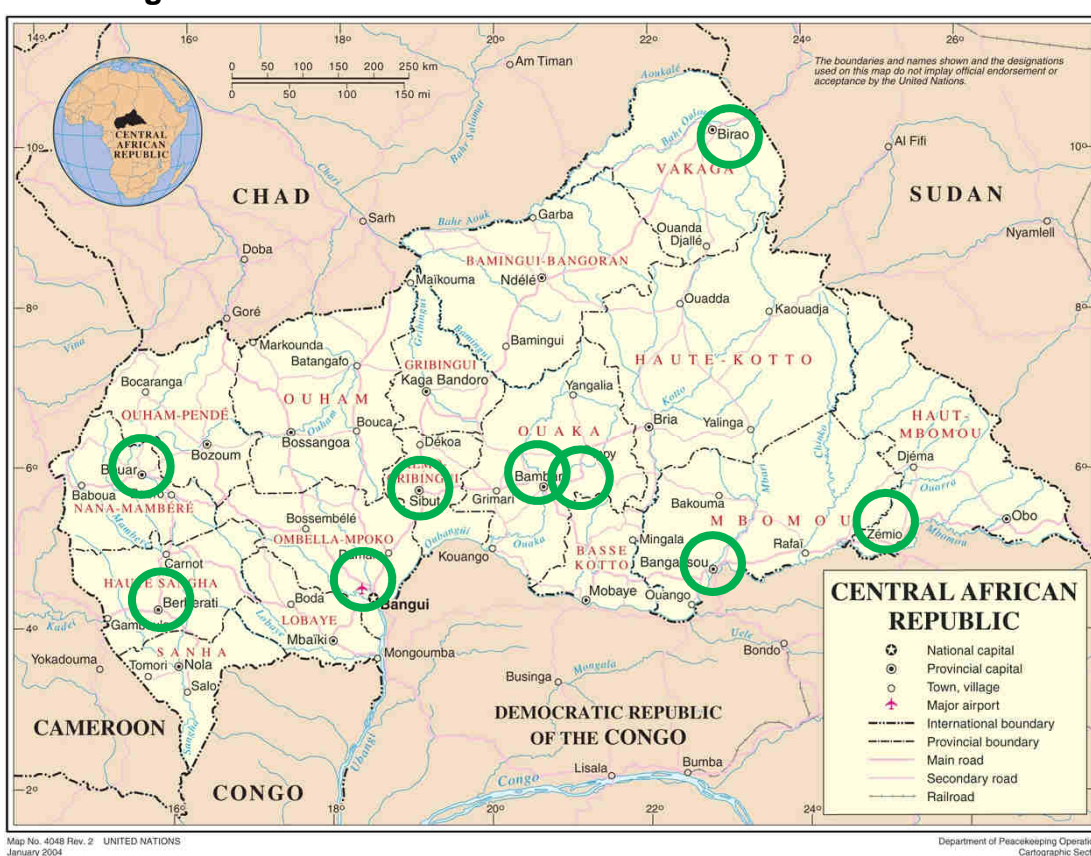
- Temps 1 : Approche systémique du village (5 à 7 jours de travail)
- Temps 2 : Approche quantitative et qualitative des ménages (5 à 7 jours)
- Temps 3 et suivants : Actualisations des données et suivi des trajectoires (2 à 3 jours)

Au temps 1, abordé ici, nous proposons une analyse à l'échelle du finage villageoise, via les trois fonctions qui permettent de le caractériser. Pour rappel, le finage villageois est le territoire perçu comme leur par les habitants, il est donc défini par leurs pratiques. Il regroupe la zone d'habitation et les zones exploitées, c'est à dire les zones cultivées mais aussi les zones de cueillette et les zones de chasse. A cette échelle, nous mobilisons les outils du diagnostic agraire (entretiens semi-directifs, réunions de groupe, observations, etc.), afin de produire une monographie qui caractérise l'état du finage, qui retrace son évolution dans le temps en suite aux perturbations, qui permet de mettre en évidence les principales trajectoires d'exploitations. Mais nous allons aussi au-delà des résultats usuels du diagnostic agraire, en caractérisant les trois grands types de ménages (en termes de lutte contre l'adversité), mais aussi en nous penchant sur les modalités locales de l'action collective. Ce premier passage doit nous amener à poser quelques hypothèses sur les leviers et les freins de la résilience locale, quelques pistes d'action d'appui, quelques points d'attention à approfondir en phase 2. Durant cette phase 2, nous approfondissons la connaissance des ménages et de leurs pratiques et cherchons à expliquer l'état du ménage (i.e. de ses fonctions, non détaillées ici). Les informations produites sont de différentes natures, technico-économiques comme socio-anthropologiques : profil des ménages enquêtés ; systèmes d'activité ; trajectoire du ménage ; chocs et stress (natures, réponses, supports, perceptions) ; relation des ménages au village ; projection dans l'avenir.

Notre approche souffre de biais, assumés car inévitables : accès aux terrains les moins problématiques, filtre humanitaire (nous allons là où nos partenaires travaillent). Néanmoins, les sites ont été sélectionnés afin de constituer un panel révélant la diversité des moyens d'existence des populations en République Centrafricaine. La carte ci-dessous (figure 1) permet de localiser les différents sites de l'Observatoire. Seule la région Nord-Ouest n'est pas concernée pour l'instant, du fait du défaut d'un quatrième partenaire engagé initialement, l'ONG DRG.

La phase 1 a été menée entre juillet et janvier 2016 sur les 9 sites suivants. 7 villages : Koto Bourou II (Sibut), Maloum (Bambari), Biroh (Zémio), Ngamana (Bangassou), Nounkouwana (Bouar), Gbaloko II (Bangui), Nassolé, (Berbérati) Et 2 campements pastoraux : Bangui-Banda (Bambari), Terfel (Biraou).

Figure 1 : Localisation des sites sur le territoire centrafricain



1.3 La formalisation de la grille d'analyse : quelques réflexions en cours

Une analyse en termes de résilience et de fonctions n'est pas dénuée de risques. Deux écueils principaux sont à éviter : d'une part ne pas réussir à penser la transformation des systèmes, et accréditer l'idée que le « bon » système est le système qui ne change pas ; d'autre part fonder notre analyse sur des jugements de valeur, d'attribuer des « bons et des mauvais points » aux communautés, et glisser vers le registre de l'injonction. Les choix méthodologiques reflètent ces préoccupations. Ainsi, pour élaborer notre sélection d'indicateurs, nous associons, selon les cas, nos observations et les perceptions des populations. Nous cherchons notamment à faire clairement la distinction entre les indicateurs d'état et les moyens de les atteindre, en ne postulant

pas *a priori* de moyens meilleurs que d'autres, nous tentons d'établir les modalités les plus claires possibles, afin d'éviter les ambiguïtés dans l'exploitation des données produites.

La fonction productive : étudier les évolutions perçues. Bien qu'au travers de ces indicateurs nous cherchons à renseigner la situation du village à un moment t , nous n'avons pas d'autres choix, pour la fonction productive, que de nous intéresser aux perceptions des villageois quant à l'évolution des différentes ressources naturelles. Par exemple, la mesure exacte d'un rendement agricole est difficile à obtenir de manière fiable dans un temps restreint. C'est pourquoi, à ce stade de notre réflexion, nous préférons approcher la fonction productive via 6 indicateurs qui reflètent les perceptions de la population : l'évolution des rendements agricoles ; l'évolution des surfaces exploitables ; l'évolution des prises de chasse, celle des prises de pêche, celle de la disponibilité des produits de collecte, celle de la quantité d'eau disponible (pour les cultures et le bétail). Le détail des modalités que peut prendre chaque indicateur est présenté en Annexe 1.

La fonction d'intégration : penser un système ouvert. Là encore nous partons des aspirations généralement exprimées par les populations, qui souhaitent une meilleure intégration à l'économie, la société, le territoire. Nous caractérisons cette intégration au travers de 8 indicateurs : le niveau de diversité de l'offre alimentaire ; l'accessibilité et la qualité perçue des structures de santé ; l'accessibilité et la qualité perçue des structures scolaires ; l'évolution des termes de l'échange ; l'accessibilité des réseaux téléphoniques ; l'accessibilité routière ; la présence d'opportunités de travaux journaliers ; et enfin l'accessibilité des services financiers et sécurisation de l'épargne. Le détail des modalités de ces indicateurs est présenté en Annexe 2.

La fonction de régulation : éviter les jugements de valeur. Le choix des indicateurs est plus délicat encore concernant les questions de régulation et de cohésion sociale, qui conduisent souvent à des postures normatives et injonctives. Nous avons retenu 6 indicateurs pour renseigner cette fonction : le niveau de confiance dans les autorités villageoises et d'adhésion aux décisions ; la présence de dynamiques excluantes/discriminantes ; l'existence de violences au sein du village ; le niveau d'efficacité dans la gestion des conflits internes au village ; l'accès aux ressources ; l'existence de mesures collectives face aux risques. Le détail des modalités que peut prendre chaque indicateur est présenté en Annexe 3. Par exemple, notre posture est, non pas de dire qu'il ne faut pas de dynamiques excluantes parce qu'elles seraient condamnables en soi, mais que ces dynamiques sont porteuses de non soutenabilité sociale (privation de capacités de choix de certains villageois), et qu'elles risquent de conduire à la disparition du village en tant que système.

Si nous nous intéressons aux fonctions villageoises, c'est pour en retracer l'évolution au cours du temps, afin de mettre en évidence les éventuels processus de résilience. L'idée est de superposer des diagrammes de Kiviati présentant les différentes fonctions villageoises, à l'échelle de chaque site. Pour ce faire, les fonctions doivent tout d'abord être renseignées à un temps t (celui du premier passage), ensuite, dans la mesure du possible estimées pour différents temps du passé, sur la base de la reconstitution de la trajectoire historique du site, et enfin projetées à un temps $t+1$, dans une démarche prospective, à partir des menaces existantes et des dynamiques identifiées. Ce type de diagramme a le mérite de permettre une certaine « photographie » de la succession

des situations d'un même site, et d'identifier les éléments explicatifs de l'évolution des fonctions villageoises. Mais pour construire un diagramme de Kiviat, il faut parvenir à une mesure unique par fonction, et donc en agréger les différents indicateurs. Nous sommes confrontés aux débats usuels en termes de substituabilité, de complémentarité, et d'irréversibilité, mais à ce stade nous n'avons pas de réponse tranchée, nous ne voulons pas introduire d'a priori sur les interactions entre les indicateurs, et nous optons un système d'agrégation simple. Ce sont les analyses croisées entre les différents sites qui permettront éventuellement d'apporter des éléments de réponse à cette interrogation sur les interactions entre indicateurs. Une construction de type histogramme est également tentée, afin de mieux visualiser l'évolution de l'état général du village au cours du temps, mais avec les mêmes questions d'agrégation que celles soulevées ci-avant.

2/ Etude de cas : le village de Nounkowana

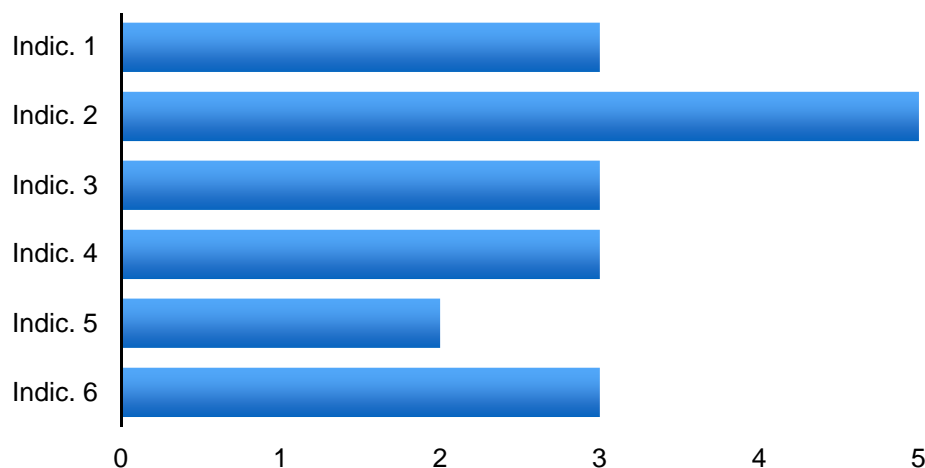
Le village de Nounkowana est situé à une quinzaine de kilomètres de Bouar, sur l'axe Bouar - Bocaranga. Cette proximité a permis de fournir diverses opportunités aux habitants du village par le passé, notamment pour les activités maraîchères, mais aussi cotonnières, bien que ces dernières aient été rapidement délaissées. La proximité de divers sites miniers est aussi à relever. Localisé en bordure de commune d'élevage, Nounkowana est historiquement scindé en deux, avec l'Est alloué aux activités agricoles et l'Ouest destiné à être exploité comme aire pastorale. Comme une large part du territoire centrafricain, Nounkowana a souffert des événements récents, depuis 2013 et l'avènement de la Séléka au pouvoir. Lors de leur fuite vers le nord à la fin de l'année 2013, les troupes armées alors affiliées à la Séléka ont mené des opérations de pillage sur cet axe. Les éleveurs - d'origine Peulh - ont quitté la zone pour une durée indéterminée, et les villageois ont eux aussi dû fuir pendant plusieurs mois, ne pouvant ni protéger leurs biens et leurs terres, ni circuler et encore moins commercer dans la zone. En raison des incendies des champs et des maisons et de la longue période passée à l'extérieur du village, la majorité des villageois ont perdu la totalité de leurs biens et de leur épargne. Ils doivent désormais faire face à une difficile reprise de leurs activités, facilitée malgré tout par une situation économique générale relativement favorable du fait du non enclavement du village et de la proximité de Bouar. Cette étude de cas s'organise autour de la description de l'état des trois fonctions, ainsi que sur la reconstitution de la trajectoire du système village de Nounkowana.

2.1. L'état de la fonction productive de Nounkowana

Actuellement, la capacité productive des terres disponibles à l'échelle du finage n'est pas remise en cause. Les jachères longues assurent une disponibilité en ressources boisées nécessaires à l'activité des fagots. Toutefois, si cette activité n'est pas menacée à l'heure actuelle, elle ne semble pas non plus être menée de manière durable, puisque les fagots sont prélevés au-delà des seules surfaces mises en culture. Aucune pression foncière n'a été identifiée à l'échelle de ce finage, des terres de qualité étant encore disponibles. Et certains ménages commencent à mettre en culture des terres situées à l'Ouest du finage, c'est à dire en zone pastorale. Cela a été rendu possible par le départ des Peuhls qui ont fui les exactions de la Séléka, et que l'on suppose réfugiés au Cameroun ou concentrés dans la commune d'élevage

de Kouï (plus au Nord) à ce jour. Ces terres, déclarées plus fertiles, et qui nécessitent moins de travail de défriche (enherbement par l'herbe du Laos et non par *Imperata*) pourraient éventuellement faire l'objet d'un conflit d'intérêt si les éleveurs revenaient, bien que les agriculteurs exploitant ces parcelles ainsi que la chefferie déclarent accepter leur retour et ne pas y voir d'inconvénient. Pour ce qui est des prises de chasse et de pêche, celles-ci sont faibles, et uniquement destinées à l'auto-consommation. A partir de ces informations, nous attribuons des scores à chaque indicateur qui constitue la fonction productive, représentés par la figure 2.

Figure 2 : Scores des indicateurs de la fonction productive



NB : Pour agréger les indicateurs et obtenir une mesure de la fonction productive de Nounkowana, nous procédons comme suit. Nous estimons tout d'abord que si tous les indicateurs obtenaient la note de 1, alors la fonction ne serait pas assurée. A l'inverse, si tous les indicateurs affichaient un score de 5, alors la fonction serait pleinement assurée. De ce fait, ce sont les points obtenus au-dessus de 1 que nous prenons en compte. Le premier indicateur, qui représente l'évolution des rendements, obtient un score de 3, car ceux-ci ne semblent pas avoir évolué depuis longtemps, selon les témoignages recueillis. Nous comptons alors 2 points pour cet indicateur ; nous procédons de même pour les 5 autres indicateurs de cette fonction. Pour finir, nous faisons le rapport entre le nombre de points obtenus et le nombre de points maximum (à savoir 4 points X 6 indicateurs soit 24 points au total pour la fonction productive).

La fonction productive est assurée à 54% au moment de notre passage. Ce score s'explique d'une part par le fait que le départ des éleveurs permet actuellement aux agriculteurs de mettre en valeur plus de bas-fonds (le risque de dégâts sur les cultures par le bétail n'existe plus), mais d'autre part du fait d'un potentiel épuisement des ressources arbustives utilisées pour l'activité de fagots, dont l'exploitation dépasse maintenant la valorisation des seules essences présentes sur les parcelles à défricher (un abattage spécifique à cette activité s'est mis en place sur l'ensemble du finage).

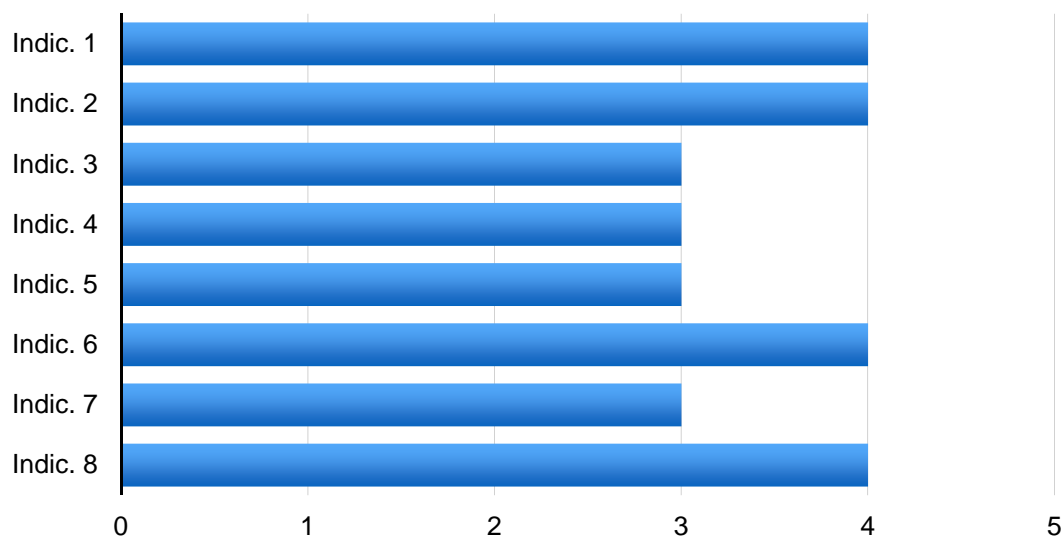
2.2. L'état de la fonction d'intégration de Nounkowana

Le village est situé sur un axe commercial liant Bouar au Cameroun, à forte circulation. Il est également proche du marché hebdomadaire de Yongo, un grand marché à 4 kms. L'activité villageoise est historiquement tournée vers l'agriculture, mais depuis la crise, les activités génératrices de revenus à court terme connaissent un essor au

village. Parmi ces activités on trouve premièrement la collecte de bois pour la vente de fagots. Cette collecte constitue une réponse à la décapitalisation importante subie par un grand nombre de villageois, mais profite surtout d'un contexte favorable, lié à l'augmentation de la population urbaine suite à l'exode des populations rurales du fait de la crise. Les besoins en fagots sont tellement importants à Bouar que des transporteurs (pousse-pousse) viennent quotidiennement les acheter à Nounkowane. Deuxièmement, les besoins immédiats peuvent également être couverts par la vente de la force de travail (journalier agricole). Alors que peu de ménages peuvent actuellement embaucher cette main d'œuvre, les prix relativement élevés (1000 F par jour ou 2000 F pour 1/20ème d'hectare) laissent penser que le coût d'opportunité est également élevé dans le village, principalement du fait de l'activité de fagot (250 F le tas). Néanmoins, en échange du travail journalier effectué, certaines personnes reçoivent plutôt de la nourriture ou des semences. Cela laisse supposer que malgré un coût du travail élevé, certaines personnes n'en bénéficient pas, trahissant une situation de dépendance (Par exemple, un endettement antérieur pourrait obliger ces personnes à fournir leur main d'œuvre à titre de remboursement, ne les rendant plus libre de choisir l'allocation de leur force de travail).

Sur le marché de Yongo, les termes de l'échange équivalent donc à un sachet et demi de cubes Maggi® pour une cuvette de manioc (soit un rapport de 0,66, selon l'indicateur retenu, cf. annexe 2). Du fait de la connexion avec le Cameroun qui permet d'accéder facilement à ces produits d'importation, les termes de l'échange sont restés stables malgré la crise. Les enfants sont envoyés à l'école (à 3 km) pour une partie d'entre eux (selon la situation du ménage) mais la fuite de 2013-2014 a créé une vague de déscolarisation. A partir de ces informations, nous attribuons des scores à chaque indicateur qui constitue la fonction d'intégration, représentés sur la figure 3.

Figure 3 : Scores des indicateurs de la fonction d'intégration



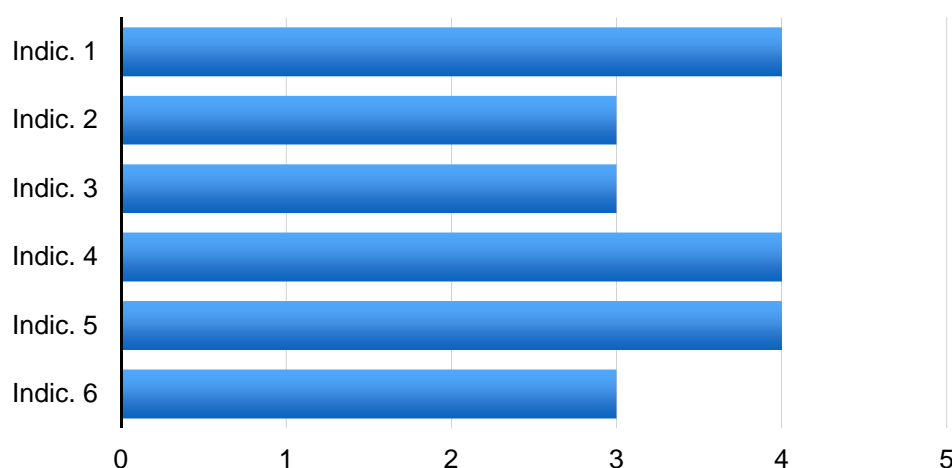
Ainsi la fonction productive est-elle assurée à 69 % au moment de notre passage. Les infrastructures de base sont accessibles et les villageois se disent relativement satisfaits de la qualité des services dispensés. Le fait que l'opportunité des travaux journalier soit faible mais que la demande le soit tout étant s'explique - en dehors du coût élevé - par le fait que la force de travail est allouée principalement aux activités

de fagots et à la relance agricole. De plus, les jeunes qui le souhaitent peuvent également s'orienter vers les chantiers aurifères.

2.3. L'état de la fonction de régulation de Nounkowana

Nounkowana est un village dont presque tous les habitants sont issus d'une même famille, la famille fondatrice. La passation filiale du pouvoir ne pose pas de problème en l'état, les compétences et l'autorité du chef n'étant pas remises en question. Le village semble présenter un niveau élevé de cohésion (aucun conflit d'intérêts réellement significatif n'a pu être identifié), du moins en apparence. Des systèmes de solidarité intrafamiliale se sont mis en place suite à la crise, avec un renversement des responsabilités : alors qu'avant la crise, les anciens qui avaient pu capitaliser fournissaient la nourriture et parfois couvraient les soins à un certain nombre de dépendants, actuellement ce sont ces dépendants qui prennent en charge les anciens, incapables de mobiliser leur force de travail pour se relever. Bien qu'actuellement les Peulhs ne soient plus sur le finage, la population semble avoir une perception plutôt favorable de cette communauté et de leur retour potentiel. Les problèmes au sein du village semblent rares et de faible importance. Le chef du village et son conseil constitue le principal organe de gestion au village. Il règle les conflits aussi bien en interne qu'avec les personnes extérieures au village. C'est également lui qui a le pouvoir d'attribuer des parcelles inoccupées aux villageois le réclamant et aux nouveaux arrivants. Son pouvoir est bien établi et respecté, considéré a priori comme légitime par les autres villageois. Malgré cette stabilité interne, le village est très affecté par le climat d'insécurité de ces dernières années. Les villageois risquent de devoir fuir en brousse, perdant à nouveau le capital accumulé. Face à la menace du groupe armé des 3R (« Retour, Réclamation et Réhabilitation », dirigé par le général Sidiki), le chef a décidé d'une ligne de démarcation - à partir de laquelle ils fuient préventivement et quittent le village - localisée à Doukou (6 kms plus au Nord sur le même axe). A partir de ces informations, nous attribuons des scores à chaque indicateur qui constitue la fonction de régulation. Ceux-ci sont représentés par la figure 4.

Figure 4 : Scores des indicateurs de la fonction de régulation



Les informations recueillies à Nounkowana semblent indiquer que la fonction de régulation est assurée à 62 % environ. Le conseil villageois semble à même de répondre aux difficultés rencontrées par les habitants (litiges), et se montre réactif pour proposer des solutions.

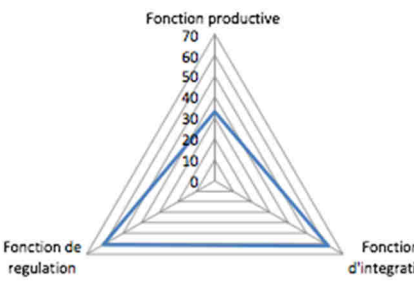
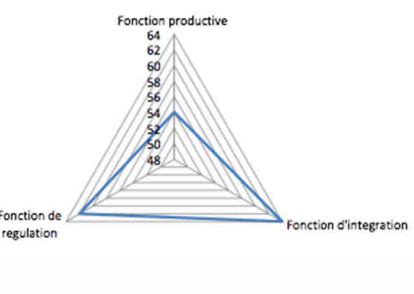
2.4. Quelle trajectoire pour le village de Nounkowana ?

Le village de Nounkowana bénéficie donc globalement d'un contexte post-crise plutôt favorable à la reprise des activités. Bien inséré dans l'économie locale il peut bénéficier de la proximité de Bouar pour mettre en œuvre des activités génératrices de revenus à court terme (fagots, collecte de miel, éventuellement artisanat). Les activités n'ont pu être pleinement menées qu'à partir de 2015 pour certains ménages et ils attendent encore aujourd'hui les résultats de celles-ci. De ce fait, le village se trouve dans une situation que l'on peut qualifier de transitoire. Il faut donc s'attendre à des évolutions importantes de la fonction productive. La fonction d'intégration est, elle, bien assurée, non seulement par la situation géographique du village mais aussi par le regain d'intérêt des acteurs humanitaires pour cette zone. Afin de statuer sur l'évolution à moyen terme de la fonction de régulation, il nous faudrait déterminer les effets d'un éventuel retour des éleveurs, par rapport à l'accès aux points d'eau (concurrence entre le bétail et les activités maraichères) et par rapport aux parcelles de la partie Ouest nouvellement mises en culture (concurrence entre le bétail et les cultures vivrières).

La reconstitution historique a été réalisée à partir d'un entretien collectif avec le chef du village et des notables. Cela nous a permis d'identifier quatre périodes distinctes dans l'histoire du village : la création tumultueuse du village (1960-1981) ; la période prospère de capitalisation (1981-1993) ; la période de déclin de l'économie villageoise (1993-2013) ; et enfin la période post-crise Séléka (2013-actuellement). Nous avons tenté d'évaluer le niveau de des 3 fonctions villageoises pour chacune de ces périodes, ce que nous présentons dans le tableau 1.

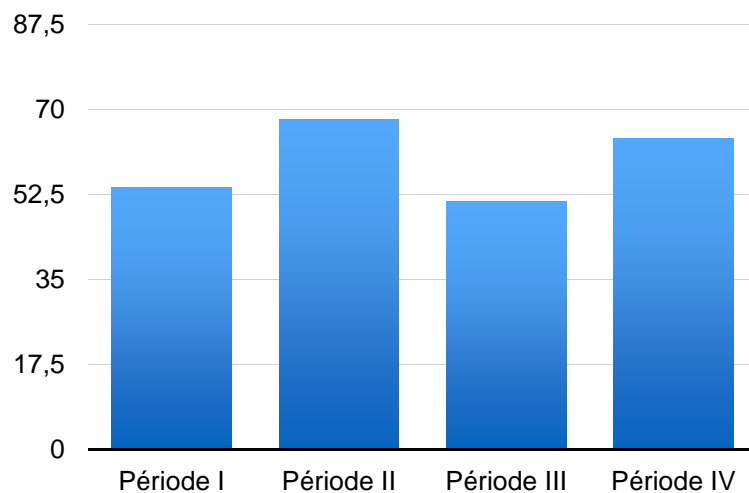
Tableau 1 : Reconstitution historique des événements à Nounkowana

Periode	Description	Etat des fonctions villageoises
La période de création du village (1960-1981)	<ul style="list-style-type: none"> - Création du village dans les années 60 par la famille fondatrice - Dans les années 72-74, le village, qui n'est plus « identifié » comme un véritable village suite à la mort du chef, est détruit - En 81, les villageois retournent sur le site actuel du village - Des communautés d'éleveurs Peuhls s'installent, l'Ouest du finage devient réservé à l'élevage 	
La période prospère de capitalisation (1981-1993)	<ul style="list-style-type: none"> - Le village bénéficie notamment d'un projet d'appui au maraîchage - En 1987, installation de l'armée française à Bouar, représentant le principal débouché pour les productions maraichères - Emergence d'une capitalisation sous forme de troupeaux bovins par certain villageois - En parallèle, la culture du coton représente aussi une source de revenu et un approvisionnement en intrant, mais elle est délaissée par l'Etat dès le début des années 90 	

<p>La période de déclin de l'économie locale (1993-2013)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La filière coton se ferme dès le début des années 90, la population n'a plus accès aux intrants - L'armée française quitte Bouar en 1993, les villageois perdent leurs débouchés pour les productions maraichères - Monétarisation des travaux journaliers, et quelques jeunes s'intéressent aux activités minières - Apparition des coupeurs de route à partir de 2003 	
<p>La période post-crise Séléka (2013-actuellement)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Village pillé par la Séléka à la fin de l'année 2013 - Fuite de la population en brousse, retour vers Février 2014 pour une majorité des habitants - Reprise progressive des activités agricoles - L'activité de fagots se développe du fait de nombreux débouchés à Bouar, débouchés accentués par la crise - Des ONG restaurent des infrastructures abandonnées depuis plus de 10 ans 	

En agrégeant les différentes fonctions entre elle nous obtenons un pourcentage qui représente le niveau de fonctionnement du village, et ceci par période, comme présenté dans la figure 5.

Figure 5 L'évolution du niveau de fonctionnement du village au cours du temps



NB : Pour calculer le niveau de fonctionnement global du village pour une période donnée, nous procédons d'une façon similaire au calcul des fonctions. Pour chaque fonction nous avons un score, et nous additionnons les différents scores obtenus, puis les différents scores maximum, afin d'obtenir un ratio. Cela revient en fait à faire une moyenne des pourcentages obtenus précédemment pour chaque fonction, mais sans l'approximation liée aux arrondis.

L'évolution du niveau de fonctionnement au cours de l'histoire du village souligne le paradoxe de la crise sécuritaire récente, qui n'a pas remis en cause la « santé » du village. Au contraire, en provoquant une dispersion de la population et une cessation

des activités, toute concurrence pour les ressources a disparu à ce jour. De plus, le rush des acteurs humanitaires sur les zones pillées ont permis d'améliorer l'accès à l'eau potable et aux infrastructures scolaires. Au vu de notre grille d'analyse, le village semble même fonctionner presque aussi bien que lors de la période de prospérité (période II). A cette époque, Nounkowana avait bénéficié du développement de nouvelles pratiques, comme l'utilisation d'intrants boostant le rendement des terres, et comme la mise en valeur des terres hydromorphes, via les productions maraichères. Le développement de la filière coton ainsi que la présence de l'armée française (développement d'infrastructures) ont favorisé l'intégration du village. Avant la crise de 2013, Nounkowana avait subi différents chocs, de différentes natures. Tout d'abord la non-reconnaissance du village sous le gouvernement Dacko, obligeant les habitants à se déplacer, constitue un choc brutal. Ensuite, la fermeture de la filière coton et le départ quasi concomitant de l'armée française entraînent des pertes d'opportunités et de débouchés très importants à l'échelle du village. Ils constituent des chocs prolongés, tout comme l'insécurité provoquée par la présence des « *zaraguinas* ». C'est bien l'accumulation des chocs prolongés qui ont eu le plus d'effets négatifs sur le niveau de fonctionnement de Nounkowana (période III), en termes productif, de régulation, et d'intégration. Mais l'installation des Sœurs à Maigoro, à 4 km du village, a permis d'améliorer l'offre en services de base à la même période.

La démarche analytique que nous venons de présenter pour le site de Nounkowana a été dupliquée sur les autres sites de l'observatoire. Dans ce qui suit, nous faisons émerger quelques résultats transversaux.

3/ Quelques résultats transversaux issus des diagnostics villageois

Nous insistons à la fois sur la diversité des situations rencontrées, mais aussi sur certaines similarités. En renseignant les fonctions villageoises et en initiant une comparaison entre les différents sites, nous mettons en évidence quatre aspects fondamentaux. Premièrement, les relations entre agriculteurs et éleveurs - en dépit des discours qui opposent systématiquement ces communautés - sont hétérogènes sur le territoire et particulièrement complexes. Deuxièmement, notre grille de lecture des situations villageoises permet d'identifier les facteurs qui limitent le relèvement et la relance agricole des populations. Essentiels à la compréhension des dynamiques en cours, ces facteurs sont aussi indispensables à connaître pour élaborer des interventions humanitaires pertinentes. Troisièmement, nous soulignons certaines recompositions sociales et économiques. En effet, nous avons pu observer que les ménages en meilleure situation avant la crise ne sont pas toujours les ménages qui s'en sortent le mieux après la crise, ou à l'inverse que la crise peut accroître les inégalités intra-villageoises. Il est donc essentiel de comprendre les mécanismes de ces recompositions, pour ne pas mettre en œuvre des appuis inadaptés. Et enfin, les exactions telles que les pillages induisent un « coup de projecteur » sur certaines zones, qui provoque un afflux d'aide humanitaire. Cet afflux a pour conséquence principale de renforcer l'intégration au territoire des zones déjà relativement accessibles et bien desservies en termes d'infrastructures de base, au détriment des zones les plus enclavées, qui subissent également la crise, mais au travers d'autres types de chocs, et voient leur marginalisation s'accroître. C'est ce que nous nommons le paradoxe de l'enclavement.

3.1. La complexité des relations agriculteurs-éleveurs

La complexité des relations agriculteurs-éleveurs reflète bien la diversité des chocs subis et les perceptions différenciées des populations. En dépit du discours le plus répandu qui est celui d'une opposition systématique entre les deux communautés (« Chrétiens vs Musulmans »), il faut se garder d'une vision trop homogène de la relation agriculteurs-éleveurs. En effet, les interactions actuelles découlent directement de la perception que chacun a eu des événements vécus. A Koto Bourou II, Gbaloko II et Ngamana, les chocs subis sont directement imputés au passage de la Séléka. Les éleveurs, présents dans ces zones avant et pendant la crise, sont considérés comme complices, voire comme acteurs des dommages subis par les populations d'agriculteurs. L'animosité des habitants de ces villages est très forte à leur égard. A Biroh, les discours des villageois sont plus nuancés : si les éleveurs implantés aux abords du finage sont reconnus comme Centrafricains, une méfiance persiste tout de même. Les éleveurs transfrontaliers venus du Nord du territoire sont eux rejetés, par les éleveurs sur place comme par les agriculteurs. Cette tension, entre éleveurs revendiquant leur terroir d'attache et éleveurs transfrontaliers, se ressent également à Bangui-Banda, où l'historique cohabitation de différentes communautés d'éleveurs tend à se déliter.

En revanche, la situation est bien différente à Nounkowana, où les pillages ont été opérés non pas lors de l'installation des Séléka mais durant leur repli vers le Nord du pays, après l'éviction de Michel Djotodja du pouvoir. Les éleveurs sont perçus par les habitants du village comme victimes de la Séléka - et avant cela comme victime des Zaraguinas - au même titre que les villageois. Ces derniers ne font donc pas d'amalgame entre Séléka et éleveurs. Si les premiers font l'objet de critiques virulentes, les seconds restent les bienvenus sur le finage. Enfin, à Maloum, si les discours reflètent clairement une opposition classique entre éleveurs et agriculteurs par rapport à l'usage des ressources (pâturages, dégâts sur les cultures), il ne s'agit pourtant pas d'une confrontation entre Chrétiens et Musulmans, mais entre anciens éleveurs reconvertis dans l'agriculture et éleveurs toujours en activité.

3.2. Une analyse des enjeux locaux

Les facteurs clés du relèvement des populations - ce que nous nommons les enjeux locaux - doivent nécessairement s'analyser par site. Pour les mettre en évidence, il faut identifier ce qui limite la constitution, la reconstitution et/ou le maintien des moyens d'existence des ménages. L'analyse porte sur deux dualités : celle des principaux facteurs de productions, terre et travail, celle des grands types de stratégies observées, le repli sur l'agriculture ou la recherche d'opportunités extérieures.

Comprendre l'allocation de la force de travail

La RCA demeure un pays sous-peuplé. Donc, même si dans certains sites la pression foncière issue des déplacements de populations provoque actuellement un accès plus difficile à la terre, le facteur limitant le plus important demeure la disponibilité de la main d'œuvre. L'analyse des pratiques d'allocations de la force de travail doit aussi contribuer à penser des appuis plus pertinents.

Sur certains sites avec la terre constitue donc un facteur limitant non négligeable. Il en est ainsi de Gbaloko II, dans le contexte spécifique du périurbain bangouais. Ce sont les terres de bas-fonds qui sont particulièrement prisées, pour développer des activités de maraîchage, mais aussi parce que ces parcelles ne suscitent pas l'intérêt des urbains voulant faire construire une habitation. Mais la rareté relative des terres s'observe aussi en zone rurale enclavée. Ainsi, à Ngamana, les terres forestières sont très prisées pour la culture du riz et du manioc, qui apporte liquidités pour la première et assure l'autoconsommation pour la seconde. Ces terres sont perçues comme plus fertiles, dans un contexte d'accroissement démographique, lié à la venue de personnes de Bangassou qui veulent se replier sur l'agriculture pour limiter les dépenses et assurer un certain niveau d'autoconsommation. Dans d'autres cas, tel que Maloum, c'est moins l'influence urbaine que la concurrence entre pâturages et terres agricoles qui pèse sur le plan foncier. Les ménages agricoles recherchent l'accès des terres qui sont épargnées par les dégâts des bovins sur les cultures, à savoir les terres à proximité des autorités locales, bien moins soumises à la divagation du bétail sous peine de représailles. Enfin, Nous pouvons souligner les situations, telles celle de Biroh, où les villageois ne veulent pas s'éloigner à plus de 5 km du village pour travailler, pour d'évidentes raisons de sécurité). Cela va créer une pression foncière au niveau des terres proches du village, et donc une diminution progressive de la fertilité de ces parcelles.

Sur d'autres sites, c'est clairement la main d'œuvre disponible au sein des ménages qui conditionne l'évolution de leurs moyens d'existence. A Koto Bourou II, la force de travail est indispensable pour mener de front à la fois les activités agricoles - qu'il faut relancer après le pillage - et la recherche d'opportunités extérieures, pour faire face au ralentissement de l'économie locale. Nounkowan constitue une illustration encore plus flagrante de cette problématique. En effet, après la décapitalisation totale, la relance agricole devient une nécessité absolue pour que les populations puissent subvenir à leurs besoins à moyen terme, et sortir de l'immédiateté de la réponse aux besoins quotidiens. La mise en culture nécessitant de la main d'œuvre, les ménages qui parviennent à mobiliser de la force de travail de façon importante se retrouvent en situation favorable. L'importance de cet enjeu dépasse même les frontières du ménage, puisque l'on retrouve des pratiques de captation de main d'œuvre via le fonctionnement des dynamiques collectives (cf. infra).

Le cas de Biroh est ambivalent. Nous l'avons dit, les restrictions de déplacement empêchent la mise en valeur des terres éloignées de plus de 5km des habitations, provoquant une pression foncière aux abords du village. De façon concomitante, l'enclavement de la zone, renforcée par la crise récente, marginalise la population : peu d'accès aux services de base et difficultés d'accès aux marchés. Cette situation entraîne le départ des jeunes, qui tentent de faire des études ou d'apprendre un métier à l'extérieur, ou essaient de saisir des opportunités en dehors du village. De ce fait, il existe de moins en moins de main d'œuvre disponible pour les travaux agricoles, et les ménages peinent à faire face aux pics de travail. L'importance d'identifier cet aspect se concrétise face aux interventions humanitaires. Dans ce cas particulier, la volonté des acteurs humanitaires était de diffuser de nouvelles techniques agricoles (i.e. le semis en ligne) pour améliorer les rendements, face à la pression foncière. Or, le facteur limitant s'avérant être aussi la main d'œuvre disponible, les ménages ne peuvent pas s'approprier cette pratique chronophage alors même que la période du semis représente une des périodes les plus chargées du calendrier agricole.

Une question similaire se pose lorsque les ménages doivent arbitrer entre les activités agricoles et les opportunités de travaux journaliers offerts par les ONG. Il est possible que, dans certains cas, ces opportunités freinent la relance agricole, les ménages pouvant être plus intéressés par l'accès à des liquidités immédiates, du fait des urgences à satisfaire.

L'agriculture comme solution de repli ?

Selon les sites, la place de l'agriculture peut s'avérer bien différente : soit les villageois cherchent à s'extraire autant que possible de cette activité qui les maintient dans la misère et à se saisir d'opportunités extérieures, soit au contraire cette activité représente le dernier rempart contre une décapitalisation totale et une stricte survie, et se révèle le moyen privilégié pour reconstituer des moyens d'existence dignes.

Ainsi des replis sur l'activité agricole peuvent s'observer à Nounkowane, de nombreux ménages choisissant de développer au maximum leurs champs de manioc. Dans ce village, le passage des éléments Sélékas représente le premier événement de pillage systématique dans la mémoire des habitants du village. Ainsi, certains choix d'investissement en bétail ou autres biens très sensibles aux pillages ont été remis en question. La menace persistante d'un autre groupe armé à proximité, le groupe 3R, influence les habitants qui privilégient actuellement des activités très peu sensibles au pillage, telle que la culture de manioc. Cette culture contre-aléatoire est également privilégiée car, base de l'alimentation des ménages et si elle est cultivée dans de grands champs, elle permet un niveau élevé d'auto-consommation, et donc de limiter les dépenses de nourriture. Les tubercules en surplus peuvent également servir pour faire face aux dépenses de santé. Enfin, l'allocation de la main d'œuvre à cette activité est d'autant plus intéressante que cette dernière permet de couvrir tous les besoins (alimentation et liquidités) tout en étant peu sensible aux risques, tels que les pillages et les incendies. Ainsi, nombreux sont les ménages qui font en priorité le choix de cultiver du manioc, au détriment des cultures maraichères pourtant plus rémunératrices, du fait de sa dimension contre-aléatoire. On retrouve là l'ancien rôle, souvent joué par le manioc dans l'histoire de ces savanes centrafricaines, celui d'une culture de crise. Autre exemple : à Ngamana, manquant d'opportunités extérieures, les ménages en relativement bonnes situations ont commencé à développer la culture du riz comme source de liquidités, et de manioc pour l'auto-consommation, nous y revenons ci-dessous.

La recherche d'opportunités extérieures s'observe sur différents sites. Ainsi, face à l'asphyxie de l'économie locale, l'accès à des compétences permettant de saisir des opportunités non-agricoles constitue un enjeu pour les habitants de Koto Bourou II ou de Biroh. Parmi ces opportunités on peut notamment citer la chasse, la pêche, l'artisanat (tressage pour les paniers et les tabourets, confection de mobilier, forgeron, etc). A Gbaloko II, du fait de la pression foncière, on observe une recherche d'activités commerciales, et la montée en puissance d'activités là encore spécifique au contexte banguissois, la confection de briques. Cette activité devient le principal moyen d'existence de nombreux jeunes gens du village. A Ngamana, le repli sur l'agriculture provoquant une pression foncière accrue, les ménages en meilleure situation cherchent à mieux valoriser leur production en la vendant en ville, notamment au travers de l'acquisition d'un vélo.

3.3. Les recompositions socio-économiques

Vers une modification des rapports de force ?

Nous pouvons distinguer les sites où les rapports de force et/ou les inégalités de richesse semblent se maintenir voire s'accroître, des sites où une certaine redistribution des cartes s'observe en suite à la crise.

Parmi les premiers, nous relevons tout d'abord le cas de Ngamana. Dans ce village, ce sont les aînés et les ménages en meilleures situations qui peuvent se replier sur les terres forestières, au détriment des ménages en situation intermédiaire. Ces derniers, faute de terres forestières, tentent alors d'obtenir des liquidités via la multiplication des activités de collecte, activités auparavant surtout menées par les ménages en situation difficile, comme ultime recours en cas de coup dur. Ces ménages en difficulté se retrouvent ainsi sans activité de « soutien », ce qui les fragilise davantage encore. A Biroh, les ménages en meilleure situation étaient ceux qui avaient beaucoup développé l'agriculture, mais aussi envoyé les enfants à l'école, et ceux-ci ont pu développer des connaissances autres qui maintenant leur permettent de sortir du village et de saisir des opportunités à Zémio. Les ménages en situation intermédiaire, qui n'ont développé que l'agriculture, se retrouvent davantage démunis face à l'abandon des terres éloignées du village et le ralentissement de l'économie locale.

Parmi les seconds, nous pouvons citer Nounkowane, où les notables les mieux installés avaient commencé à capitaliser en bovins vers la fin des années 80. En prenant de l'âge (et en perdant leur force de travail), ils avaient progressivement abandonné les champs et les autres activités. Or, très sensible au pillage, le bétail a complètement disparu, laissant ces ménages âgés sans ressources ni force de travail, dans des situations particulièrement précaires (mais avec une maison entôlée, dernier vestige de leur réussite sociale antérieure). A Gbaloko II, en zone périurbaine de Bangui, les notables parviennent à maintenir leur accès à la terre, et ont su « tirer leur épingle du jeu » lors du cadastrage de 2004, mais actuellement les ménages ayant le plus de lien avec la capitale sont en train de prendre le dessus, du fait du regain d'intérêt des citadins pour l'activité agricole (fournir une part de l'alimentation et diminuer les dépenses).

On observe par ailleurs une réelle fragmentation du monde pastoral en RCA, avec l'installation d'une profonde méfiance entre les différents systèmes pastoraux (rejet des transhumants transfrontaliers par les éleveurs centrafricains) mais aussi à l'intérieur d'un même campement. En effet, les éleveurs rencontrés témoignent, souvent indirectement, d'une défiance grandissante entre les fractions ethniques, selon les alliances avec la Séléka, et la remise en cause des anciens rapports de force. Ainsi, les Djafoun, dont l'installation autour de Maloum est la plus ancienne, ont toujours été les leaders historiques des éleveurs de la zone. L'adoption d'un mode de vie moins fondé sur la mobilité leur a permis de prendre le contrôle des structures locales (FNEC) et d'avoir du poids dans les prises de décisions collectives. Mais leur sédentarisation progressive les a, en retour, rendus très sensibles aux différents chocs causés par la crise centrafricaine, et ce sont maintenant les éleveurs plus mobiles, au travers d'alliances avec les commerçants éleveurs et/ou la Séléka, qui parviennent à peser sur les négociations à leur avantage. Ainsi, en cas de réactivation des structures

d'encadrement de l'élevage, il faudra prendre en compte les nouveaux acteurs, et ne plus se reposer uniquement sur les anciennes figures de légitimité, au risque de faire monter les mécontentements et d'aggraver les tensions.

Au niveau de Bangui-Banda, un phénomène similaire est observable. Les transhumants transfrontaliers étaient auparavant plutôt dépendants des éleveurs moins mobiles pour l'accès aux vivres. Ces derniers, éleveurs semi-transhumants principalement et parfois transhumants internes, se chargeaient des négociations commerciales, du fait de leur maîtrise de la langue sango, de leur connaissance des prix pratiqués et du fait des liens établis avec les villageois et les commerçants. Actuellement, les éleveurs transhumants transfrontaliers, bien que rejetés par les autres éleveurs (qui se considèrent centrafricains), sont généralement mieux armés, ils ont pu préserver leur bétail en se repliant dans leur pays d'origine et en faisant jouer des solidarités. Ils ont alors un poids de plus en plus important dans l'accès aux ressources pastorales, au détriment des éleveurs centrafricains.

L'évolution des dynamiques collectives

Alors que les humanitaires comptent généralement sur les dynamiques collectives locales pour relayer et renforcer leur action, il est impératif d'analyser la façon dont les collectifs villageois ont traversé la crise, et là encore, c'est la diversité des situations qui apparaît, avec le délitement de certaines organisations, l'émergence de nouvelles, tout ceci jouant un rôle majeur dans les recompositions évoquées précédemment, mais pouvant aussi servir de filet de sécurité pour certains ménages.

Considérons le cas, très courant en RCA, des associations d'échange de travail (AET), qui sont des organisations locales informelles fonctionnant sur un modèle similaire à celui des tontines. Les personnes impliquées dans ces associations travaillent ensemble sur une parcelle appartenant à l'un des membres, et ce à tour de rôle. Celui qui reçoit le groupe sur son champ doit généralement fournir le repas et la boisson à tous les travailleurs s'étant présentés chez lui. Dans le village de Ngamana, les membres des AET ont progressivement assoupli les règles de l'invitation suite à la crise. Ainsi, le repas qui doit être fourni par l'hôte peut ne pas contenir de viande, et les boissons peuvent être proposées en quantité limitée. Il incombe ainsi moins de charges à la personne qui reçoit. De plus, en cas de non disponibilité de l'hôte le jour où celui-ci est censé recevoir le groupe dans son champ, les membres travaillent quand même pour lui. Ainsi, ces nouvelles modalités de fonctionnement permettent au ménage de diluer les effets liés à la perte ponctuelle de force de travail du fait d'une maladie, ou encore du fait d'un déplacement. Parmi les déplacements « autorisés » par le groupe, on trouve les opportunités de vente de main d'œuvre (place de journalier pour la MINUSCA ou pour une ONG, qui sont des places très prisées mais rares) ou encore un voyage à l'extérieur de la zone pour tenter de valoriser ses productions agricoles. Ainsi, les ménages en quête de liquidités pour couvrir leurs besoins immédiats ne se retrouvent pas pénalisés, et bénéficient tout de même de la force de travail du groupe. Les dynamiques collectives deviennent alors un moyen à part entière de faire face à certains risques, et un levier favorable aux ménages - même ceux en difficulté - pour relancer leurs activités agricoles.

A l'inverse, à Nounkowana, les modifications des règles de fonctionnement de ces AET, conduisent à des effets tout autres. En effet, l'apparition de la possibilité de

monnayer un tour au sein de ces groupes, inexistante auparavant, correspond à une volonté des ménages en position de force de capter de la main d'œuvre disponible. Par exemple, une personne qui souhaite que les membres viennent travailler sur sa parcelle une deuxième fois peut, si elle trouve un autre membre qui accepte l'échange, acheter le « tour » de ce membre. Elle donne alors une petite somme à celui-ci, qui ne bénéficiera pas du travail du groupe sur sa parcelle, puisque les membres iront travailler chez celui qui a payé à la place. Cette modification des règles de fonctionnement de l'AET permet ainsi à certains ménages de capter la force de travail pour répondre aux besoins liés aux activités champêtres, et à d'autres de bénéficier de liquidités pour couvrir leurs urgences. Cependant, ces derniers - principalement des ménages en difficulté puisque ayant besoin de liquidités pour faire face à une dépense imprévue ou pour nourrir sa famille - se voient privés de la force de travail du groupe, et donc freinés dans la relance de leurs activités agricoles.

Alors que les humanitaires comptent généralement sur les dynamiques collectives locales pour relayer et renforcer leur action, il est impératif d'analyser la façon dont les collectifs villageois ont traversé la crise, afin d'identifier les processus à l'œuvre, et vérifier leur cohérence avec les objectifs de l'appui.

3.4. Crise et paradoxe de l'enclavement

Interventions humanitaires et marginalisation

Les villages touchés par le choc brutal du pillage sont généralement des villages bien intégrés au territoire. En effet, c'est la présence d'un axe de circulation important qui a pu faciliter la présence des pillards, notamment lors de la descente des membres de la Séléka vers Bangui ou au contraire lors de leur fuite vers le Nord, tandis que les groupes armés de l'Ex-Séléka se maintiennent en tant qu'administration parallèle dans des zones plus isolées, provoquant alors des chocs prolongés de type racket. De ce fait, la crise peut améliorer l'intégration d'un village affecté par les pillages, du fait du rush humanitaire induit, et de l'accès aux services de base qu'il permet. C'est là un des paradoxes majeurs de la guerre civile centrafricaine, que d'améliorer la fonction d'intégration au territoire des villages les mieux connectés. Par exemple, Nounkowane, site qui se situe à moins de 20 km de Bouar et qui bénéficiait d'un accès relativement satisfaisant aux services de base, a bénéficié, suite aux pillages, d'un aménagement des points d'eau, ainsi que de la réhabilitation d'une école (située dans un village voisin), abandonnée depuis plus de 10 ans.

A l'inverse, les chocs prolongés, moins médiatisés, ont encore augmenté la marginalité des zones les plus enclavées. Le cas de Biroh, à l'Est du pays, illustre tout particulièrement ce constat. Depuis longtemps, cette zone est abandonnée par l'Etat, sans accès aux services de base. La présence diffuse de la LRA a augmenté encore plus la marginalisation de cette zone, avec la disparition du marché hebdomadaire. La seule solution perçue étant la fuite et l'installation définitive ailleurs, on observe donc un exode progressif de ceux qui ont les capacités de s'intégrer ailleurs et de trouver des moyens d'existence. A termes, nous pouvons faire l'hypothèse que ce village disparaîtra si la situation ne connaît pas d'amélioration. Ainsi la fonction d'intégration peut-elle être améliorée du fait de la crise récente, via des interventions humanitaires, dans les zones touchées directement par les exactions des Sélékas, tandis que les sites soumis à des chocs prolongés se retrouvent d'autant plus marginalisés.

Un enclavement renforcé pour les éleveurs

Les diagnostics menés indiquent que ce sont les populations d'éleveurs qui connaissent une plus grande dégradation des fonctions à l'échelle des systèmes pastoraux. En effet, les éleveurs souffrent d'une part de la dégradation de la fonction productive, puisque leurs pratiques consistent habituellement à ajuster leur mobilité en fonction des ressources disponibles, mais que depuis la crise leurs déplacements sont contraints. D'autre part, ces contraintes sécuritaires affectent également la fonction d'intégration au territoire et à l'économie (principalement à Maloum et à Bangui-Banda), car ne pouvant pas se déplacer vers les marchés, ils ne peuvent pas valoriser leur bétail, et ont de moins en moins de maîtrise sur la filière bovine (nouveaux acteurs intermédiaires, prix élevé du transport en bétailière, taxes et ponctions diverses). De plus, la méfiance qu'ils inspirent généralement aux agriculteurs rend plus difficile leur approvisionnement en vivrier qu'auparavant, dégradant les termes de l'échange (Terfel et Bangui-banda). Pour les éleveurs, on comprend bien à quel point l'enclavement ne peut pas être réduit à une notion géographique, puisque même les campements pastoraux à proximité des centres importants ne sont pas en mesure ni d'accéder aux services de base (encore moins qu'auparavant), ni de maîtriser la commercialisation de leurs bêtes.

Conclusion : les étapes à venir

Malgré le maintien d'un risque sécuritaire conséquent, la phase 2 est en cours de lancement et vise, à partir des résultats du diagnostic villageois, à mener des entretiens semi-directifs avec certains ménages sur chaque site accessible. Cette seconde phase est, on l'a dit impérative, pour affiner voire nuancer les résultats obtenus à l'échelle du village ou du campement, avec des questions centrales, tournant autour des impacts différenciés des chocs subis, des divergences de pratiques, des recompositions sociales, et plus généralement des interactions entre les deux échelles retenues. Sont rencontrés les chefs de ménages mais aussi d'autres membres, en particulier pour intégrer la problématique du genre dans l'analyse. Nous poursuivons deux objectifs principaux : proposer une typologie de la résilience des ménages, et identifier de façon claire les facteurs explicatifs des différents niveaux de résilience.

Pour la suite de ce projet de recherche, nous conservons trois préoccupations majeures. Premièrement, celle de proposer une lecture multidisciplinaire de la résilience, pour ne pas tomber dans les défauts dénoncés en début de projet concernant les études réalisées par les acteurs humanitaires. Deuxièmement, celle de proposer une méthodologie duplicable, adaptée au contexte du conflit centrafricain et au-delà (temps limités sur le terrain, complexité d'accès à certaines zones, aléas sécuritaires, biais de la présence humanitaire, personnel peu formé à l'évaluation). Et enfin, présenter une grille d'analyse à la fois solide et flexible, à même de contribuer aux besoins programmatiques des organismes humanitaires.

Bibliographie

Cette communication se nourrit des différents documents de travail rédigés par l'équipe du projet et des 8 monographies phase 1 à ce jour disponibles (une 9e, celle de Nassolé, près de Berberati, est en cours de finalisation).

Documents de travail

DUFUMIER M., LALLAU B (2016), Vers quel développement agricole en République centrafricaine ? Réflexions et propositions, Projet de recherche « Construire la paix en RCA grâce au développement agricole », Document de Travail n°1, Clersé, Université de Lille, Avril.

ARCHAMBAUD L., BENOIST-LAISSUS P., HOSTACHE C., LALLAU B. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Cadre d'analyse et méthodologie de la première phase de terrain, Projet CPDA-RCA, Document de travail n°3, Clersé, Université de Lille, Septembre.

LALLAU B., ARCHAMBAUD L., BENOIST-LAISSUS P. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine, Eléments de cadrage théorique et méthodologique, Projet CPDA-RCA, Document de travail n°2, Clersé, Université de Lille, Mai.

TIDJANI I., ARCHAMBAUD L., LALLAU B. (2017), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Cadre analytique et méthodologique de l'approche campement, Document de travail, Projet CPDA-RCA, Document de travail N°4, Clersé, Université de Lille, octobre.

Monographies Phase 1

Archambaud L., Hostache C. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Monographie N°1 Ngamana, Projet CPDA-RCA, Monographies, Clersé, Université de Lille, Août.

Archambaud L., Hostache C. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Monographie N°2 Nounkowan (Sous-Préfecture de Bouar), Projet CPDA-RCA, Monographies, Clersé, Université de Lille, Novembre.

Hostache C., Tidjani I. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Monographie N°3 Village Maloum (Bambari), Projet CPDA-RCA, Monographies, Clersé, Université de Lille, Octobre.

Hostache C., Kalla Doma L., Kiandji F-L. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Monographie N°4, Koto-Bourou (Sous-Préfecture de Sibut), Projet CPDA-RCA, Monographies, Clersé, Université de Lille, Novembre.

Tidjani I. Lallau B. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Monographie N°5, Campement Bangui-Banda (Bambari), Projet CPDA-RCA, Monographies, Clersé, Université de Lille, octobre.

Hostache C., Kalla Doma L. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Monographie N°6, Gbaloko II (Site péri-urbain – Bangui), Projet CPDA-RCA, Monographies, Clersé, Université de Lille, Novembre.

Cousseau F., Djikoloum Kiandji F.L. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Monographie N°7, Biroh (Sous-préfecture de Zémio), Projet CPDA-RCA, Monographies, Clersé, Université de Lille, Décembre.

Tidjani I. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Monographie N°4 Campement Terfel (Sous-préfecture de Birao), Projet CPDA-RCA, Monographies, Clersé, Université de Lille, Décembre.

Annexe 1 : Détail des indicateurs et des modalités retenus pour la fonction productive

<p>1. Evolution des rendements agricoles</p> <p>1= Baisse de rendement sans baisse du temps de jachère 2= Baisse de rendement à cause de la baisse du temps de jachère 3= Rendement stable 4= Augmentation de rendement en raison de l'augmentation du temps de jachère 5= Augmentation de rendement sans augmentation du temps de jachère</p>
<p>2. Evolution des surfaces exploitables</p> <p>1= Baisse de la surface exploitable sans baisse de la surface du finage 2= Baisse de la surface exploitable du fait de la baisse de la surface du finage 3= Surface exploitable stable 4= Augmentation de la surface exploitable car augmentation de la surface du finage 5= Augmentation de la surface exploitable sans augmentation de la surface du finage</p>
<p>3. Evolution des prises de chasse</p> <p>1= Baisse des prises de chasse sans augmentation de l'activité (en fréquence et/ou en nb de personnes) 2= Baisse des prises du fait de l'augmentation de l'activité 3= Prises de chasse stables 4= Augmentation des prises de chasse car baisse de l'activité (en fréquence et/ou en nb de personnes) 5= Augmentation des prises sans baisse de l'activité</p>
<p>4. Evolution des prises de pêche</p> <p>1= Baisse des prises de pêche sans augmentation de l'activité (en fréquence et/ou en nb de personnes) 2= Baisse des prises du fait de l'augmentation de l'activité 3= Prises de pêche stables 4= Augmentation des prises de pêche car baisse de l'activité (en fréquence et/ou en nb de personnes) 5= Augmentation des prises sans baisse de l'activité</p>
<p>5. Evolution de la disponibilité des produits de collecte</p> <p>1= Baisse de la disponibilité des produits de collecte sans augmentation de l'activité (en fréquence et/ou en nb de personnes) 2= Baisse de la disponibilité des produits de collecte du fait de l'augmentation de l'activité 3= Disponibilité des produits de collecte stable 4= Augmentation de la disponibilité des produits de collecte car baisse de l'activité 5= Augmentation de la disponibilité des produits de collecte sans baisse de l'activité</p>
<p>6. Evolution de la quantité d'eau disponible (pour les cultures et le bétail)</p> <p>1 = Baisse de la disponibilité en eau sans augmentation des prélèvements (culture et bétail) 2 = Baisse de la disponibilité en eau en raison de l'augmentation des prélèvements 3 = La disponibilité en eau reste stable 4 = Augmentation de la disponibilité en eau destinée aux productions agricoles et pastorales du fait de la baisse des prélèvements 5 = Augmentation de la disponibilité en eau destinée aux productions agricoles et pastorales sans baisse des prélèvements</p>

Annexe 2 : Détail des indicateurs et des modalités retenus pour la fonction d'intégration

<p>1. Niveau de diversité de l'offre alimentaire</p> <p>1= Offre non diversifiée (absence de légumes, abs de légumineuses, abs de viande ou de poisson) 2= Offre peu diversifiée (présence de viande/poisson ponctuellement) 3= Offre plutôt diversifiée (présence de viande/poissons et légumes/légumineuses ponctuellement) 4= Offre très diversifiée (présence permanente de viande/poisson et légumes/légumineuses)</p>
<p>2. Accessibilité et qualité perçue des structures de santé</p> <p>1= Structure éloignée (> de 7 km) et de mauvaise qualité (personnes non qualifiées, abs médicaments, infrastructures en mauvais état) 2= Structure proche (< de 7 km) mais de mauvaise qualité 3= Structure éloignée mais de bonne qualité 4= Structure proche et de bonne qualité</p>
<p>3. Accessibilité et qualité perçue des structures scolaires</p> <p>1= Structure éloignée (> de 3 km) et de mauvaise qualité (personnes non qualifiées, infrastructures en mauvais état) 2= Structure proche (< de 3 km) mais de mauvaise qualité 3= Structure éloignée mais de bonne qualité 4= Structure proche et de bonne qualité</p>
<p>4. Evolution des termes de l'échange</p> <p>1= Les termes de l'échange se dégradent beaucoup (augmentation des prix des produits manufacturés et baisse des prix des productions agricoles) 2= Les termes de l'échange se dégradent un peu (augmentation des prix des produits manufacturés ou baisse des prix des productions agricoles) 3= Les termes de l'échange restent stables 4= Les termes de l'échange s'améliorent (augmentation des prix agricoles et/ou baisse des prix des produits manufacturés)</p>
<p>5. Accessibilité des réseaux téléphoniques</p> <p>1= Absence de réseaux téléphoniques 2= Présence d'une réseau téléphonique ponctuellement 3= Présence de plusieurs réseaux téléphoniques ponctuellement ou un permanent 4= Présence de plusieurs réseaux téléphonique permanents</p>
<p>6. Accessibilité routière</p> <p>1= Très enclavé, pas d'accès en véhicule 2= Assez enclavé, accès saisonnier ou passage des véhicules à plus de 4 km du village 3= Assez accessible, accès permanent entre 1 et 4 km du village 4= Très accessible, à proximité d'un axe principal</p>
<p>7. Opportunités de travaux journaliers</p> <p>1 = Pas d'opportunités 2 = Peu d'opportunités (plus de gens qui demandent que de tâches à réaliser) 3 = Plusieurs opportunités (autant de gens qui demandent que de tâches à réaliser) 4 = Très faciles à trouver (plus de tâches à réaliser que de gens qui demandent)</p>
<p>8. Accessibilité des services financiers et sécurisation de l'épargne</p> <p>1= Pas de possibilité de prendre de crédit 2= Possibilité de prendre un crédit mais taux usurier, pas de possibilité de sécuriser l'épargne 3= Possibilité de prendre un crédit, pas de possibilité de sécuriser épargne en dehors des tontines du village 4= Possibilité de mettre en sécurité son épargne en dehors du village et possibilité de contracter un crédit</p>

Annexe 3 : Détail des indicateurs et des modalités retenus pour la fonction de régulation

<p>1. Niveau de confiance dans les autorités villageoises / Niveau d'adhésion aux décisions</p> <ul style="list-style-type: none">1 = Chef perçu comme illégitime, pas de confiance2 = Absences d'autorités locales au moment de la collecte d'informations3 = Chef perçu comme légitime mais certaines décisions remise en cause (contestation plus ou moins affichée, ou départ de certaines personnes, prise de distance par rapport au village)4 = Confiance accordée au chef, accord avec les décisions prises (globalement)
<p>2. Présence de dynamiques excluantes / discriminantes</p> <ul style="list-style-type: none">1= Discrimination religieuse / ethnique / communautaire forte (personnes qui vivent dans le même village mais avec peu d'échanges)2= Présence de quelques cas de discrimination3= Pas de discrimination mais homogénéité forte de la population4= Pas de discrimination malgré une hétérogénéité forte de la population
<p>3. Existence de violences au sein du village</p> <ul style="list-style-type: none">1= Violences ++2= Quelques violences ponctuelles, à l'égard de personnes habitant le village3= Quelques violences ponctuelles, à l'égard de personnes extérieures4= Pas de violence identifiée
<p>4. Niveau d'efficacité dans la gestion des conflits internes au village</p> <ul style="list-style-type: none">1= Nombreux conflits non réglés2= Quelques conflits persistants3= Quelques conflits, en passe d'être réglés4= Absence de conflit au sein du village, où déjà réglés
<p>5. Accès aux ressources</p> <ul style="list-style-type: none">1= Il y a de nombreux litiges non réglés concernant l'accès aux ressources2= Il y a quelques litiges concernant l'accès aux ressources mais ceux-ci sont en passe d'être réglés3= Il existe du mécontentement vis à vis de l'accès aux ressources mais pas de conflits/ litiges (normes acceptées / acceptables)4= Pas de mécontentement, pas de litiges, l'accès aux ressources est considérées satisfaisantes
<p>6. Existence de mesures collectives face aux risques</p> <ul style="list-style-type: none">1= Insécurité fortement ressentie, pas de système d'alerte, pas de mesures de protection2= Risque peu ressenti, absence de mesures de protection3= Risque fortement ressenti, avec existence de mesure de protection4= Risque peu ressenti mais existence de mesure de protection (mise en place auparavant ou « au cas où »)